

Envoyé en préfecture le 15/07/2024

Reçu en préfecture le 15/07/2024

Publié le



ID : 062-286200027-20240711-2024\_35-DE

## **CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES PERMANENT**

**Pour le lancement de marchés d'assurances couvrant les risques  
afférents à l'organisation des concours, examens professionnels**

Il est constitué entre les parties représentées par les soussignés,

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aisne représenté par son Président, Monsieur Hervé MUZART, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n°            en date du    /    /    ,

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord représenté par son Président, Monsieur Éric DURAND, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n°            en date du    /    /    ,

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise représenté par son Président, Monsieur Alain VASSELLE, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n°            en date du    /    /    ,

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais représenté par son Président, Monsieur Joël DUQUENOY, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n°            en date du    /    /    ,

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme représenté par son Président, Monsieur Claude CLIQUET, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration n°            en date du    /    /    ,

Un groupement de commandes permanent relatif au lancement de marchés d'assurances couvrant les risques afférents à l'organisation des concours, examens professionnels et épreuves diverses.

## **PRÉAMBULE :**

*Vu le code de la commande publique ;*

*Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1414-3 ;*

*Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L452-34 et L452-38 ;*

*Vu le décret n°85-643 du 13 juin 1985 relatif aux centres de gestion,*

*Vu le schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des Centres De Gestion de la fonction publique territoriale des Hauts-de-France en date du 13 juin 2022 ;*

*Vu la convention relative à l'organisation et au financement des concours et examens professionnels, et à la mise en œuvre du schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des Centres De Gestion de la fonction publique territoriale des Hauts-de-France en date du 17 octobre 2023 ;*

Selon les dispositions de l'article L. 452-34 du code de la fonction publique, l'organisation des concours et examens professionnels relatifs aux cadres d'emplois de catégorie A et B est exercée en commun par les centres de gestion à un niveau au moins régional.

Selon les dispositions de l'article L. 452-38 du code de la fonction publique, les centres de gestion assurent, pour l'ensemble des agents des collectivités territoriales et établissements publics affiliés, ainsi que leurs propres agents y compris ceux mentionnés à l'article L. 542-7, l'organisation des concours de catégories A, B et C prévus à la sous-section 2 de la section 3 du chapitre V du titre II du livre III du même code.

La présente convention a pour objet de déterminer les règles de constitution et de fonctionnement du groupement et les obligations contractuelles des parties.

## **Article 1 - Objet**

### **1.1 Objet de la convention**

La présente convention qui prend acte du principe et de la création du groupement de commandes entre les Centres De Gestion des Hauts-de-France a pour objet :

- De définir les modalités de fonctionnement du groupement, la passation et l'exécution des marchés tel que précisé à l'article 1.2 de la présente convention ;
- De répartir les diverses tâches nécessaires à la préparation, la passation et l'exécution des marchés susvisés ;
- De définir les rapports et obligations de chacune des parties.

### **1.2 Objet des marchés visés par la présente convention**

Le groupement constitué par la présente convention a pour objet de permettre à chacune des parties de bénéficier, à hauteur de leurs besoins propres, de prestations **d'assurances couvrant** les risques afférents à l'organisation des concours, examens professionnels.

### **Article 2 - Durée**

La présente convention prend effet à compter de son entrée en vigueur, consécutivement à sa signature par les membres du groupement, à sa transmission au service chargé du contrôle de légalité de la Préfecture et à l'accomplissement des formalités de publication de droit commun. La présente convention perdurera jusqu'à l'échéance des marchés publics concernés. La présente convention est conclue à titre permanent.

### **Article 3 - Fonctionnement du groupement**

#### **3.1 Désignation d'un coordonnateur du groupement**

- Identification du coordonnateur du groupement :

Le Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord assure la coordination du groupement.

Le siège du CDG 59 est situé 14 rue Jeanne Maillotte, CS 71222, 59013 Lille Cedex.

- Missions du CDG 59, coordonnateur du groupement :

En qualité de CDG coordonnateur régional et coordonnateur du groupement, le Centre De Gestion de la fonction publique territoriale du Nord a pour mission de procéder à l'ensemble des opérations de choix des prestataires de services, et ce, dans le respect des dispositions du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L2113-7 du Code de la commande publique, les adhérents donnent mandat au CDG 59 pour signer, notifier et exécuter les marchés susvisés au nom de l'ensemble des membres constituant le groupement (CDG 02 / CDG 59 / CDG 60 / CDG 62 / CDG 80).

En conséquence, le CDG 59 est notamment chargé :

- De définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation en accord avec les membres adhérents du groupement de commandes ;
- De procéder au recensement et de centraliser les besoins des membres adhérents ;
  - D'élaborer l'ensemble des pièces des dossiers de consultation des entreprises en fonction des besoins préalablement recensés et définis ;
- De publier les avis d'appel public à la concurrence et d'attribution des marchés susvisés ;
  - D'envoyer les dossiers de consultation aux candidat·es intéressé·es ;
  - De gérer l'information auprès des candidat·es (réponse(s) aux questions des candidat·es, modifications et compléments apportés aux dossiers de consultation, etc.) ;

- De réceptionner les plis contenant les candidatures et les offres ;
- De procéder à l'ouverture et à l'examen des candidatures, et le cas échéant, de demander aux candidats de compléter leur candidature (pièces absentes ou incomplètes) ;
- De convoquer les membres de la Commission d'Appel d'Offres du groupement pour le choix du ou des titulaires ;
- D'analyser les offres et le cas échéant, de négocier ;
- De demander aux candidat·es auxquels·elles il est envisagé d'attribuer les marchés la production des pièces énumérées aux articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique ;
- De la mise au point des composantes des marchés et notamment les demandes de pièces justificatives auprès des titulaires ;
- D'informer les candidat·es non retenu·es, dont la communication des motifs de rejet de leur candidature ou de leur offre ;
- De l'autorisation donnée au Président du CDG 59 pour signer l'ensemble des pièces de consultation ;
- De la rédaction des rapports de présentation des procédures de passation prévus aux articles R2184-1 à R2184-6 du Code de la commande publique ;
- De la transmission au service chargé du contrôle de légalité de la Préfecture ;
- De la notification des marchés aux titulaires ;
- De l'information des membres du groupement en ce qui concerne les éléments financiers des marchés et l'identité des titulaires retenus.

Une fois les marchés susvisés entrés en vigueur, le CDG 59 est mandaté pour s'assurer de leur bonne exécution au nom des adhérents. À ce titre, il assure notamment :

- Un rôle d'interface avec les prestataires retenus, garantissant l'adéquation entre les prescriptions énoncées dans les marchés susvisés et les prestations réalisées ;
- La gestion de tous les actes et pièces juridiques nécessaires à la bonne réalisation des marchés susvisés (exemple : acceptation et agrément d'éventuels sous-traitants) ;
- Le cas échéant, les opérations de reconduction expresse des marchés susvisés, la préparation et la passation d'avenants aux marchés susvisés.

Le CDG 59 s'engage à transmettre aux membres du groupement, sans délai, toute information relative aux marchés dont il aurait connaissance et toute demande d'information dont il serait saisi, ainsi que tout document utile à la bonne exécution des marchés susvisés.

Le CDG 59 tient à la disposition des membres du groupement les informations relatives à l'activité du groupement.

- *Fin de la mission du coordonnateur du groupement :*

La mission du CDG 59 prend fin à l'expiration de la présente convention.

### **3.2 Commission d'appel d'offres du groupement**

La commission d'appel d'offres du groupement est constituée conformément aux dispositions de l'article L1414-3-I du Code général des collectivités territoriales et comprendra un représentant de chaque membre du groupement, chacun ayant voix délibérative.

Pour les membres disposant d'une commission d'appel d'offre permanente, le représentant institué au sein de la présente Commission, doit être élu parmi les membres ayant une voix délibérative de ladite commission d'appel d'offres permanente.

Chaque membre titulaire disposera d'un membre suppléant selon les mêmes modalités.

La Commission d'appel d'offres :

- choisit le titulaire pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique,
- émet un avis sur la désignation du titulaire pour les marchés publics dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est inférieure aux seuils européens qui figurent en annexe du code de la commande publique,

La commission d'appel d'offres du groupement est présidée par le représentant du coordonnateur du groupement et fonctionne selon les règles des articles L1414-1 à L1414-4 du Code général des collectivités territoriales.

La Commission d'appels d'offres pourra notamment organiser ses délibérations à distance à distance dans les conditions de l'ordonnance n°2014-1329 du 6 novembre 2014.

Les convocations aux réunions de la commission d'appel d'offres sont adressées à leurs membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission d'appel d'offres est à nouveau convoquée. Ils se réunissent alors valablement sans condition de quorum.

Les procès-verbaux de la commission d'appel d'offres du groupement sont élaborés par le CDG 59.

#### **Article 4 - Obligations de chacun des membres du groupement**

Les parties s'engagent à :

- Transmettre l'évaluation de leurs besoins avant le lancement des procédures de marché ;
- S'informer mutuellement de tout litige né à l'occasion de l'exécution des marchés par les titulaires ou leurs sous-traitants ;
- Le cas échéant, régler les participations financières telles que définies à l'article 5 de la présente convention ;
- Transmettre au CDG 59 un bilan annuel de l'exécution des marchés avant le 1er de chaque année

#### **Article 5 - Dispositions financières**

##### **5.1 Rémunération du CDG 59**

La mission du CDG 59 comme coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

##### **5.2 Exécution financière des marchés**

Les prix appliqués, ainsi que les modalités de paiement sont fixés dans les marchés passés pour le compte de chacun des membres du groupement.

Les membres du groupement assurent l'exécution financière des prestations dont ils bénéficient dans le cadre du groupement de commandes.

#### **Article 6 - Adhésion des membres et retrait**

##### **6.1 Les membres**

La constitution du groupement de commandes ne devient définitive qu'après signature de la présente convention et transmission au service chargé du contrôle de légalité. Elle est valable pour la durée de validité de la présente convention.

## **6.2 Retrait d'adhérents au groupement**

Chacune des parties peut se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante de l'adhérent qui fixe la date de sortie du groupement et des modalités financières.

Une copie de la délibération est notifiée à l'ensemble des membres du groupement.

## **Article 7 - Modifications des termes de la présente convention**

Toute modification de la présente convention doit être approuvée dans les mêmes termes par chacune des parties et devra être validée par l'ensemble des assemblées délibérantes des adhérents au groupement. La modification ne prend effet que lorsque chacune des parties a approuvé les modifications.

## **Article 8 - Litiges**

Toute contestation née de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention donnera lieu à une tentative de règlement amiable entre les membres du groupement.

A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

## **Article 9 - Pièces constitutives de la présente convention**

Est annexée à la présente convention, la délibération de l'adhérent.

<b>Pour le CDG 02</b>  <b>Le Président, Hervé MUZART</b>  Le .....  Signature	<b>Pour le CDG 59</b>  <b>Le Président, Éric DURAND</b>  Le .....  Signature	<b>Pour le CDG 60</b>  <b>Le Président, Alain VASSELLE</b>  Le .....  Signature
<b>Pour le CDG 62</b>  <b>Le Président, Joël DUQUENOY</b>  Le .....  Signature		<b>Pour le CDG 80</b>  <b>Le Président, Claude CLIQUET</b>  Le .....  Signature